



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt quatre février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 février 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Isabelle NOTHEAUX donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 24 février 2025

M_DL250224_003

CONSEIL MUNICIPAL - LISTE « AVEC VOUS POUR MONTIVILLIERS » - INSTALLATION DE ROMAIN DELAMARE EN QUALITÉ DE CONSEILLER MUNICIPAL, EN REMPLACEMENT DE CATHERINE OMONT, DÉMISSIONNAIRE

M. Jérôme DUBOST, Maire - Par courrier réceptionné en mairie en date du 17 décembre 2024, Madame Catherine OMONT m'a fait part de sa volonté de démissionner de ses fonctions de conseillère municipale de la Ville de Montivilliers.
Conformément à l'article L.2122-4 du code général des collectivités territoriales, j'ai transmis ce courrier au représentant de l'État dans le département.
Conformément à l'article L.270 du code électoral, le candidat venant immédiatement après le dernier élu sur la liste « Avec vous pour Montivilliers » est appelé à remplacer la démissionnaire.
Monsieur Romain DELAMARE a accepté la fonction de conseiller municipal par mail en date du 15 janvier 2025.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-4 ;
VU le Code électoral et notamment son article L.270 ;
VU la liste « Avec vous pour Montivilliers », établie lors du renouvellement du conseil municipal de mars 2020 ;

CONSIDÉRANT

- Que par courrier réceptionné en date du 17 décembre 2024, Madame Catherine OMONT m'a fait part de sa volonté de démissionner de ses fonctions de conseillère municipale de la Ville de Montivilliers ;
- Que conformément à l'article L.2122-4 du code général des collectivités territoriales, j'ai transmis pour information ce courrier au représentant de l'État dans le département ;
- Que conformément à l'article L.270 du code électoral, l'ordre des candidats potentiels a été respecté pour remplacer Madame Catherine OMONT;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE

- De l'installation dans ses fonctions de Monsieur Romain DELAMARE, conseiller municipal, liste « Avec vous pour Montivilliers » en remplacement de Madame Catherine OMONT.
- Du remplacement de Madame Catherine OMONT dans les commissions municipales « n°1 Vie Educative » et « n°2 Vie culturelle et citoyenne » par Monsieur Romain DELAMARE.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr



Envoyé en préfecture le 03/03/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le 03/03/2025

webdelib

ID : 076-217604479-20250226-M_DL250224_003-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr